

Visions du féminisme: trois étudiantes s'expriment

Débat entre deux représentants du groupe de travail « Droits des femmes, genre, égalité » de la section toulousaine de la LDH, et trois jeunes étudiantes en travail social sensibilisées à la question des droits des femmes*.

Propos recueillis par J.-F. Mignard, rédacteur en chef d'*H&L*

Philippe : *Partagez-vous l'impression que le discours fréquent est que les droits des femmes sont globalement acquis, et que les féministes en « feraient trop » ?*

Noémie : On nous renvoie aujourd’hui le fait qu’il y a, dans la société, plein d’acquis pour les femmes, mais que nous ne sommes jamais satisfaites, que nous ne mesurons pas le chemin qui a été accompli.

Marion : Pourtant, concernant l’avortement par exemple, la lutte n’est pas finie et nous sommes toujours à la merci d’une remise en question, les derniers événements ou ce qui se passe en Espagne le prouvent. On mesure là que, contrairement à ce qu’on pourrait penser, nous ne sommes pas dans une progression linéaire d’accession à des droits sur lesquels on ne reviendrait pas; il faut rester vigilantes car il s’agit d’un cheminement beaucoup plus aléatoire.

Marie : *En ce qui concerne le droit de vote des femmes, on est souvent renvoyées à « c'est un droit qu'il faut exercer car tu as de la chance de pouvoir le faire »...*

Marion : Là, par exemple, on a l’impression effectivement qu’on ne peut pas avoir une position individuelle qui serait de ne pas aller voter... Au prétexte que les femmes se sont battues pour exercer ce droit, tu n’aurais plus le droit de construire une position

* Participants au débat :

- **Philippe et Marie** (groupe de travail LDH Toulouse « Droits des femmes, genre, égalité »)
- **Noémie, Marion et Mathilde** (étudiantes ayant participé, dans leur promotion, à des modules de formation sur les questions de genre).

personnelle sur des bases politiques qui pourraient t’amener à t’abstenir.

Mathilde : On est souvent confrontées aux stéréotypes et aux positions du genre « Tu as voulu faire comme les hommes, alors maintenant il faut aller jusqu’au bout! », comme si on ne pouvait pas avoir d’autonomie personnelle. On est ainsi redevables et comptables, au quotidien et dans nos actes, de l’ensemble des luttes féministes et des droits conquis.

Noémie : De façon générale, et même dans les milieux militants, ce que tu dis est renvoyé systématiquement au fait que tu sois une femme, et donc invalidé en tant que position individuelle, en dehors de l’appartenance à un genre.

Mathilde : Oui, la parole des garçons est davantage prise en compte.

Philippe : *C'est le « vous n'êtes jamais satisfaites »...*

Noémie : Et aussi le « vous allez trop loin », vous chipotez sur tout, vous cherchez des problèmes où il n'y en a pas...

Marion : Par exemple, quand, dans la promotion, on a proposé aux étudiantes - et pas aux garçons - d’organiser un atelier d’autodéfense féminine, ça a été problématique.

Noémie : Moi, j’ai l’impression que les féministes et leurs initiatives, ça fait peur. Nous sommes

cataloguées, ce qui fait que toute position ou toute proposition devient suspecte.

Marie : *Etre féministe, c'est vécu comme négatif ?*

Mathilde : En fait tu as l’impression de déranger car tu remettras toujours tout en question. Il y a une représentation dominante de la féministe, liée à l’histoire du mouvement des femmes: ce qui a été fait auparavant était bien, mais il n’y a plus maintenant lieu de se mobiliser, de revendiquer ou de remettre en question des situations ou des discours.

Noémie : Il y a des endroits où c’est difficile de s’identifier comme telle [féministe]. De façon générale, je ne sais pas a priori à qui je m’adresse et ne peux pas anticiper. Comme souvent, être féministe, cela peut être d’emblée vécu comme « prise de tête », ce qui me rend prudente. De ce point de vue, c’est plus facile, comme position à tenir, en milieu militant.

Marion : On perçoit bien qu’il y a des sujets sur lesquels ça va trop loin. Par exemple en ce qui concerne l’identité sexuelle, l’homosexualité... tout ce qui renvoie davantage à l’identité personnelle.

Mathilde : J’ai également constaté des effets de résistance violente quand on remet en cause des stéréotypes bien ancrés. Ainsi, on ne pourrait pas être féministe et aimer bien s’habiller, être à



© DR

la mode... C'est vécu comme contradictoire, incohérent, et cela suscite de l'incrédulité ou des réactions agressives.

Philippe: *On a l'impression qu'il est toujours important de se mobiliser sur des revendications déjà anciennes (répartition des tâches ménagères, inégalités de revenus...), mais qu'il est difficile de le faire.*

Mathilde: Je relativise la dimension «mobilisation», concernant ces questions. Je pense que ça doit aussi se construire au quotidien. Je tente de le vivre à mon échelle, par exemple en ce qui concerne le partage des tâches domestiques.

Marie: *Pourtant, j'ai l'impression, là, que ça ne bouge pas!*

Mathilde: C'est vrai que c'est dif-

«Nous ne sommes pas dans une progression linéaire d'accès à des droits sur lesquels on ne reviendrait pas; il faut rester vigilantes car il s'agit d'un cheminement beaucoup plus aléatoire.»

ficile de faire bouger ces choses-là, car elles sont vraiment intégrées. On assiste quelquefois, même, à des régressions là-dessus, par rapport aux générations de nos parents...

Philippe: *Dans les générations précédentes, les combats féministes étaient pour l'essentiel centrés sur les questions de droits et de libertés. Il semble qu'aujourd'hui ils se jouent plutôt sur les questions identitaires, ce qui peut s'avérer plus compliqué car cela touche à l'intime de chacun.*

Noémie: Et c'est là que ce que renvoient, alors, les autres, est d'autant plus violent car cela touche directement à la dimension de la personnalité. Mais ce sont aussi, pour moi, des questions plus intéressantes à traiter,

sans rien lâcher par ailleurs sur les questions de droits. Le féminisme actuel se situe beaucoup sur ces nouveaux terrains de lutte.

Marion: Il faut agir aux différents niveaux, collectif et individuel. On se démarque, ce faisant, de certaines féministes «historiques» qui, pour certaines, ont pu par exemple tenir des propos homophobes.

Philippe: *C'est donc plutôt sur ces questions que ça se passe aujourd'hui?*

Marion: Je pense que ça se joue partout, sur tous les terrains...

Noémie: ... Même si ça me paraît plus facile d'aller sur les revendications «classiques» que sur ces «nouvelles luttes».

Marie: *Concernant les revendications plus anciennes ou les «nouveaux» sujets de lutte féministe, on pourrait imaginer qu'au-delà de ce que cela peut apporter aux femmes, les hommes pourraient également y gagner... Peut-on, à cet égard, imaginer des hommes féministes?*

Noémie: Je ne suis pas sûre que les garçons aient quelque chose à gagner, alors qu'en fait cela se solde par une perte, pour eux, dans les rapports de domination. Dans ce contexte, ils ne souhaitent pas gagner une part de féminité. De toute façon, ça me paraît beaucoup plus compliqué à vivre au quotidien que dans l'énoncé de grands principes... J'attends de voir.

Marion: Il y a des hommes proféministes, mais quand tu prends le temps de discuter un peu sérieusement avec eux, ils conviennent tous qu'ils sont amenés, dans cette perspective, à perdre objectivement des privilégiés dont ils jouissent dans la situation présente.

Mathilde: En fait, je pense qu'ils ont surtout à perdre dans le regard que portent alors sur eux les autres garçons.

Philippe : On constate que des risques majeurs de remise en cause de choses qui nous paraissaient acquises sont à l'ordre du jour : Manif pour tous, attaques et reculs concernant les ABCD de l'égalité à l'école publique... Qu'en pensez-vous ?

Mathilde : Quand j'ai vu ce qui s'est passé avec la Manif pour tous, j'ai réalisé concrètement qu'il n'y avait réellement rien d'acquis. J'ai vraiment été choquée, et ça m'a alors vraiment donné envie de m'engager.

Marion : Cela dit, concernant ces questions, bien qu'il y ait pu avoir un effet de surprise, il y a toujours eu une veille et des actions militantes régulières.

Philippe : Il y avait pas mal de jeunes dans ces mouvements, ce qui n'était pas le cas précédemment ; vous pensez que c'était un effet de prise de conscience d'une partie d'entre eux ?

Noémie : Non, j'ai pris ça comme l'opportunité de développer, à cette occasion, un discours préexistant.

Les combats féministes étaient auparavant pour l'essentiel centrés sur les questions de droits et de libertés. Il semble qu'aujourd'hui ils se jouent plutôt sur les questions identitaires, ce qui peut s'avérer plus compliqué car cela touche à l'intime de chacun.

Mathilde : Je dois dire que j'ai vraiment trouvé ça flippant ! Ce qui m'a particulièrement choquée, c'est que les choses se sont très rapidement clivées sur des positions tranchées, des oppositions violentes et sans concessions, sans possibilité de débats ou d'échanges.

Marie : Quelle est votre opinion sur les débats en cours à propos de la laïcité, de la question du voile ?

Marion : Ce n'est pas un débat majeur pour moi. Pour autant que ça corresponde à un choix personnel, une femme qui porte un voile doit en avoir le droit. Il faut respecter son choix, un point, c'est tout.

Noémie : Cette question fait partie des situations paradoxales qu'on a déjà évoquées : comme on me sait féministe, on pense souvent que je suis automatiquement contre le port du voile ; c'est la même chose en ce qui concerne la question de la prostitution, à laquelle je « devrais » être opposée.

Philippe : Pour conclure, qu'auriez-vous à dire à propos des formes de lutte et de militantisme aujourd'hui ?

Noémie : D'abord, il faut constater qu'il est très difficile de mobiliser sur ces questions et que les initiatives différentes se soldent par un phénomène d'entre-soi : ce sont toujours les mêmes qu'on croise à ces occasions, ce qui est quand même un peu problématique quant à nos capacités à concerner le plus grand nombre.

Marion : Il n'y a pas eu réellement d'innovations concernant les formes de mobilisation et de militantisme liées aux mouvements féministes. Ce que nous pratiquons aujourd'hui existait auparavant, tels que les groupes non mixtes, articulés quelquefois avec des initiatives qui le sont...

Mathilde : La forme d'action que je privilégie consiste à me comporter et à me positionner quant à mes idées sur ces questions, de façon visible et explicite, dans l'espace public, en contribuant, ce faisant, à mon échelle, à faire évoluer les choses. ●

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, désormais en vigueur en France

Adoptée par le Conseil de l'Europe le 7 avril 2011, signée le 11 mai 2011 à Istanbul, cette Convention part du constat que ces violences qui persistent partout, en temps de paix comme en temps de guerre, sont le fait d'une domination, structurelle, des hommes sur les femmes, tant sociale que sexuelle.

Le Conseil de l'Europe impute clairement aux Etats la responsabilité de mettre tout en œuvre pour lutter non seulement contre ses effets, mais aussi ses causes. Les gouvernements qui ratifient la convention d'Istanbul s'engagent ainsi à :

- former les professionnels en contact étroit avec les victimes ;

- mener régulièrement des campagnes de sensibilisation ;
- inclure dans les matériels pédagogiques des sujets tels que l'égalité des sexes et la résolution non violente de conflit dans les relations interpersonnelles ;
- mettre sur pied des programmes thérapeutiques pour les auteurs de violence domestique et pour les délinquants sexuels ;
- travailler étroitement avec des ONG ;
- associer les médias et le secteur privé à l'élimination des stéréotypes de genre et à la promotion du respect mutuel ;
- exclure tout mode alternatif de traitement dans les cas de violence référés par la Convention (telle que

la médiation ou la conciliation). Un organe de suivi, le Grevio, groupe d'experts analogue au comité Cedaw, supervisera sa mise en œuvre par les Etats, en particulier par des « politiques intégrées », globales, qui coordonneront l'action de tous les rouages légaux et sociaux concernés.

La Convention a été ratifiée le 4 juillet 2014 par la France. Elle est entrée en vigueur le 4 août.

**Roseline Tiset,
membre du groupe de travail LDH
« Femmes, genre, égalité »**